

[Text]

**Mr. Lalonde:** That would be very difficult to state in a categorical way, Mr. Dingwall. I think the fact that there is still a dispute on ownership and management of those resources between the Province of Nova Scotia and the Government of Canada, and between the Province of Newfoundland and the Government of Canada, is probably just as significant a factor in creating uncertainty. I am very happy that, at long last, this bill will at least get out of the House of Commons. I hope it will eventually get out of the Senate, too. I think it will be a significant factor in terms of creating a climate of certainty in the sense that the rules are going to be known. But we also have to conclude the offshore negotiations as quickly as possible.

**Mr. Dingwall:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Next is Mr. Andre.

**Mr. Andre:** Thank you, Mr. Chairman.

I want to get back to another casualty of the National Energy Program, and ask the minister what plans, if any, he has in mind with regard to the Canadian independent oil and gas producers. These are the group of companies, primarily Canadian-owned, which in the last decade were responsible for over 70 per cent of the exploratory wells drilled in Canada. They are the ones who were hardest hit by the National Energy Program. The PGRT and OIRT dealing with production hit these companies totally, whereas the integrated companies who have refining, marketing and petrochemicals, and other profit centres, therefore, in a proportional sense, do not feel the same weight of the National Energy Program's taxes as do the small Canadian independents.

The evidence is absolutely overwhelming now, Mr. Minister, that the independents have cut back drastically in their exploration programs. Most of them increased their foreign exploration programs—American, Australian and Indonesian—at the expense of Canada. Because of this cutback, 214 rigs have left Canada. The number of rigs not working is about 150. There are only about 60 per cent as many rigs drilling today as there were a year ago.

I phoned two people in Calgary last week. In a half hour of telephone conversations, I got a list of 25 Canadian-owned, independent oil and gas companies that are for sale, in one way or another, because they are in desperate financial straits.

Now, I wonder if you have any plans to alter some of the provisions of the National Energy Program, and perhaps to alter some of the provisions proposed in the budget, or to encourage your colleague, the Minister of Finance, to re-examine some of his proposals in view of the damage inflicted on these small Canadian independents. These were the ones which were growing, and the companies which contributed most significantly to the Canadianization of this industry over the

[Translation]

**M. Lalonde:** Monsieur Dingwall, il m'est très difficile de me prononcer de manière catégorique. À mon avis, l'incertitude est sans doute due en partie aux conflits opposant d'un côté la Nouvelle-Écosse au gouvernement fédéral et de l'autre Terre-Neuve au gouvernement fédéral pour ce qui a trait à la propriété et à la gestion des ressources. Je me réjouis qu'enfin le projet de loi ait franchi l'étape de l'examen à la Chambre et j'espère que le Sénat l'adoptera lui aussi. L'adoption par les deux Chambres devrait créer un climat de certitude puisque les règles seront connues de tous. Mais il nous faut aussi boucler le plus rapidement possible les négociations concernant les ressources au large des côtes.

**M. Dingwall:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** M. Andre est l'intervenant suivant sur ma liste.

**M. Andre:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais en revenir à une autre victime du Programme énergétique national et demander au ministre quelles mesures il entend adopter à l'égard des producteurs indépendants de pétrole et de gaz canadiens. Il s'agit d'un groupe de compagnies, surtout canadiennes qui ces dix dernières années ayant entrepris plus de 70 p. 100 des forages exploratoires de puits au Canada, ont été les plus touchées par le Programme énergétique national. C'est surtout sur les petits exploitants indépendants canadiens que sont retombées les taxes à la production—taxes entre autres, sur les redevances du pétrole et du gaz—alors que les compagnies dont les opérations sont intégrées dans des centres de raffinage, de commercialisation, de production de produits pétrochimiques qui leur permettent de réaliser des bénéfices ont été relativement moins touchées par le système d'imposition du Programme énergétique national.

Monsieur le ministre, on a amplement prouvé que les exploitants indépendants ont dû réduire fortement leurs programmes d'exploration. La plupart d'entre eux ont accru l'exploration à l'étranger—en Amérique, en Australie et en Indonésie, aux dépens du Canada. Les restrictions ont poussé les exploitants à faire sortir 214 plates-formes pétrolières de notre pays et 150 sont à l'arrêt actuellement. Le nombre de plates-formes de forage en activité est de 60 p. 100 inférieur à ce qu'il était il y a un an.

La semaine dernière, j'ai téléphoné à deux personnes de Calgary. En une demi-heure de conversation, j'ai pu obtenir la liste de 25 compagnies de pétrole et de gaz indépendantes appartenant à des Canadiens qui ont dû être mises en vente à cause de leur situation financière déplorable.

J'aimerais savoir si vous entendez modifier le Programme énergétique national, ou le budget, ou en inciter votre collègue, le ministre des Finances, à revoir certaines de ses propositions, étant donné les effets néfastes qu'elles ont eus sur certains exploitants de petites compagnies indépendantes canadiennes. Ce sont précisément ces compagnies qui étaient en plein essor et qui avaient contribué le plus, ces cinq dernières années, à accroître la participation des Canadiens dans ce secteur d'acti-